



HAL
open science

**Sylvain Laurens, Militer pour la science. Les
mouvements rationalistes en France (1930-2005).
Editions de l'EHESS, Paris, 2019, 244p.**

Lucile Ottolini

► **To cite this version:**

Lucile Ottolini. Sylvain Laurens, Militer pour la science. Les mouvements rationalistes en France (1930-2005). Editions de l'EHESS, Paris, 2019, 244p.. Sociologie du Travail, 2020, 62 n°4, 10.4000/sdt.36042 . hal-03063999

HAL Id: hal-03063999

<https://hal.science/hal-03063999>

Submitted on 14 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Sylvain Laurens, *Militer pour la science.*
Les mouvements rationalistes en France (1930-2005)

Éditions de l'EHESS, Paris, 2019, 244 p.

Lucile Ottolini



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sdt/36042>

DOI : 10.4000/sdt.36042

ISSN : 1777-5701

Éditeur

Association pour le développement de la sociologie du travail

Référence électronique

Lucile Ottolini, « Sylvain Laurens, *Militer pour la science. Les mouvements rationalistes en France (1930-2005)* », *Sociologie du travail* [En ligne], Vol. 62 - n° 4 | Octobre-Décembre 2020, mis en ligne le 12 décembre 2020, consulté le 13 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/sdt/36042> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sdt.36042>



Sociologie du travail is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License.

**Sylvain Laurens, *Militer pour la science.*
*Les mouvements rationalistes en France (1930-2005)***

Éditions de l'EHESS, Paris, 2019, 244 p.

Depuis les années 1970, de nombreux travaux ont porté sur les engagements politiques et sociaux des scientifiques. Depuis les années 2000, d'autres travaux ont porté sur les mouvements de critique des sciences, mettant en évidence la composition des groupes sociaux représentés, et particulièrement la place importante qu'y ont toujours tenue les scientifiques. Dans ce champ, l'ouvrage de Sylvain Laurens nous présente une nouvelle figure : celle du savant s'engageant dans l'espace public pour défendre la science et sa « vision » rationaliste. Il nous embarque dans le projet d'« écrire l'histoire de ceux qui s'engagent au nom de la raison ».

L'ouvrage revient sur l'histoire de l'Union rationaliste (UR), créée en 1931. Deux autres organisations qui entretiennent des liens originels avec l'UR viennent incarner la catégorie de mouvement rationaliste proposée par l'auteur : l'Association pour l'information scientifique et technique (AFIS), créée en 1978, et le Laboratoire de Zététique, créé en 1998. L'histoire de ces deux organisations est abordée plus succinctement. Dans les mouvements rationalistes, la raison s'oppose aux dogmatismes — d'abord religieux (années 1930), puis politiques (1970) et environnementaux (1990) — perçus comme une entrave au libre développement scientifique expérimental. L'ouvrage, très documenté, s'appuie sur deux corpus documentaires. Le premier corpus est constitué par les archives des membres des trois organisations, permettant notamment un intéressant comptage de leurs membres qui rend visible le déclin du nombre des adhérents depuis les années 1970. Le second corpus se compose des publications des trois organisations. Des entretiens avec des acteurs fondateurs et des dirigeants des mouvements complètent le travail d'enquête.

L'attention du lecteur est retenue par les questions posées dans l'ouvrage. Une focale importante est celle des motivations, des formes et des contextes de mobilisations de ceux qui s'engagent au nom de la raison scientifique. Une constante demeure pour ces acteurs pris dans des contextes politiques et des enjeux institutionnels très différents : l'idéal de raison ne peut être que scientifique et, plus encore, qu'expérimentalo-positiviste. Une deuxième focale est celle du profil et de la trajectoire des membres des mouvements rationalistes, et particulièrement de leurs figures dirigeantes. En retraçant les multiples engagements politiques et publics de ces acteurs, Sylvain Laurens souligne que l'engagement rationaliste vient s'inscrire dans un mode d'intervention publique plus large. Être scientifique facilite l'obtention de positions dominantes permettant de défendre les intérêts des scientifiques et des institutions scientifiques.

Sylvain Laurens souligne qu'au moment de la création et des premières années de l'Union rationaliste (UR), de 1930 à 1945 (chapitre 1), la plupart des dirigeants sont par ailleurs très actifs dans la création politique « d'un secteur public de la recherche pérenne » et dans les « premières luttes pour la reconnaissance du statut de chercheur » (p. 25). Rapidement, le nombre d'adhérents augmente ; ils sont alors principalement scientifiques et amateurs des sciences, notamment instituteurs en province. Les controverses scientifiques contemporaines traversent très tôt l'organisation, qui se fait par exemple l'écho de la division des physiciens sur les découvertes d'Albert Einstein (p. 33). Dans cette première période, l'organisation se construit sur la tension du « rapport entre science et opinion » (p. 45). Sur le plan politique et moral, la position des fondateurs est claire : « la justice sociale — peu important ses formes socialistes ou communistes — ne pourra que suivre, pour peu qu'on laisse la science se développer » (p. 44).

La seconde période s'étend de 1946 à 1956 (chapitre 2). Le mouvement s'est rapproché du Parti Communiste à la fin de la Seconde Guerre mondiale, au point que dans l'après-guerre, l'UR en est parfois considérée comme une organisation satellite (p. 58). Ce changement de position sur l'échiquier politique s'accompagne d'un recul du nombre des adhérents. Dans une troisième période, de 1956 à 1970 (chapitre 3), l'UR s'éloigne du Parti Communiste, notamment en affichant son soutien à des scientifiques qui en sont exclus. Parallèlement, les objets qui animent alors le mouvement s'éloignent d'enjeux sociaux ; on pense notamment à la focalisation sur la dénonciation de l'ésotérisme populaire ou des Ovnis. Néanmoins, c'est au cours de cette période que l'UR semble connaître l'apogée du nombre de ses adhérents : ils sont 6 500 en 1963.

De 1970 à 1993, l'UR a pour nouvelle ambition de « sauver le grand public de l'irrationnel [en menant] la bataille pour l'information scientifique et contre les pseudo-sciences » (chapitre 4). La tension du rapport entre science et opinion sur laquelle l'UR est née est toujours forte, mais les ambitions initiales de justice sociale se sont diluées. Il est intéressant de rappeler que la vision selon laquelle la vulgarisation doit permettre d'obtenir le soutien de l'opinion publique domine alors toutes les politiques publiques de communication scientifique (loi de programmation de la recherche de 1982, rapport de la Royal Society of London en 1986...). Mobilisée par la lutte contre le déclin du nombre de ses adhérents, l'UR s'inscrit pleinement dans cette idéologie politique en accompagnant activement la création de l'Association française pour l'information scientifique et technique (AFIS) en 1978.

Les deux derniers chapitres analysent les évolutions des mouvements rationalistes depuis 1990, à la fois « rattrapés par les patrons des nouvelles bureaucraties savantes » (chapitre 5) et soumis au « triomphe d'une épistémologie de marché » (chapitre 6). Le nombre d'adhérents de l'Union rationaliste ne cesse de baisser : ils ne sont plus que 750 en 1999. Une troisième organisation vient rejoindre le combat rationaliste : le concours international de zététique, créé en 1987 à l'Université de Nice. Quelques années plus tard, un laboratoire de zététique y sera créé et des enseignements seront dispensés dans plusieurs universités de province. La zététique se veut une méthode de distinction entre croyance et connaissance scientifique par l'expérience en laboratoire. Les enseignements et le concours international rencontrent un franc succès auprès des étudiants.

À partir des années 1990, les trois organisations se saisissent à nouveau de dossiers scientifiques sur lesquels les mobilisations sociales sont fortes (OGM, nucléaire, vaccins, homéopathie...). Le positionnement politique a néanmoins radicalement changé, l'UR et l'AFIS se positionnant systématiquement en faveur du développement industriel. Les associations qui s'opposent à l'industrie, comme la CRIIRAD¹ dans le nucléaire ou les collectifs de personnes électrosensibles sur l'exposition aux ondes électromagnétiques, font l'objet de mises en cause systématiques dans les publications des trois organisations.

En refermant l'ouvrage, on se demande si les projets de « liberté scientifique » défendus par l'UR et l'AFIS ont quelque chose en commun. L'auteur ne tranche pas totalement cette question. Dans les années 1930, derrière la liberté scientifique, l'action de l'UR est mue par la préoccupation de limiter l'endoctrinement religieux et son poids dans l'information publique et la décision politique ; au début des années 2000, la liberté scientifique défendue par l'AFIS révèle des positions en faveur du développement industriel et contre toute forme de régulation de l'innovation par l'État et la société civile. L'asymétrie entre les deux manières de définir la liberté scientifique nous a souvent semblé plus importante que les continuités, notamment sociales et discursives, entre les deux mouvements.

¹ Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité.

Comment la défense de la raison glisse-t-elle d'un mouvement de justice sociale, proche du Front populaire et défendant l'autonomisation scientifique par la puissance publique, à un mouvement de lobbying, proche d'intérêts industriels et défendant un système scientifique plus intégré au secteur privé ? L'analyse de la trajectoire et des profils des militants et de leurs changements entre les différentes organisations est l'élément de réponse le plus convaincant à cette importante question. Mais la question n'est pas épuisée, en ce qu'elle résonne aussi avec les difficultés du système scientifique contemporain. Celui-ci souffre d'un recul de plus en plus marqué de l'investissement public dans toutes les formes d'activités scientifiques (recherche publique, enseignement supérieur, expertise scientifique sont autant d'activités concernées par la baisse des investissements publics) et de la nette dégradation des conditions de travail des chercheurs dans le secteur public, en France particulièrement (hausse de la précarisation, diminution du nombre de postes, stagnation des salaires...). Quels seront les effets de ces transformations sur les organisations et les profils des acteurs qui défendent publiquement la science aujourd'hui ?

Lucile Ottolini

*Laboratoire interdisciplinaire sciences innovations sociétés (LISIS)
Institut national de l'environnement et des risques industriels (INERIS)
UMR CNRS, ESIEE, INRAE et Université Gustave Eiffel
Cité Descartes, 5, boulevard Descartes, Champs-sur-Marne
77454 Marne-La-Vallée Cedex 02, France
lucile.ottolini[at]gmail.com*